

[Retour au format normal](#)



Xe Journée nationale du paysan : Quelle politique agricole ?

mardi 31 janvier 2006.



Comme il est de coutume à la veille de chaque Journée nationale du Paysan (JNP), un forum regroupant l'ensemble des acteurs du monde agro-sylvo-pastoral, s'est tenu le 27 janvier 2006 à Manga, ville accueillant la Xe édition. L'occasion a été donnée aux acteurs de plancher sur la problématique du foncier rural.

Environ 300 participants issus du monde de l'agro-business, de l'administration, des projets et associations ainsi que des représentants de producteurs et des chefs coutumiers ont pris part, le vendredi 27 janvier, au forum organisé en marge de la Journée nationale du paysan à Manga. 24 heures durant, les participants ont décortiqué la situation foncière nationale à travers le thème : « Sécurisation foncière et accroissement durable des productions agro-sylvo-pastorales ». Le forum a été présidé par le ministre d'Etat en charge de l'Agriculture, Salif Diallo.

D'entrée de jeu, le ministre Salif Diallo, a souligné l'importance de la sécurité foncière dans le développement agricole. Sécurité sans laquelle, a-t-il précisé, toute tentative de modernisation serait vaine. Il a par ailleurs, affirmé la volonté du gouvernement à résoudre une fois pour toutes, cette épineuse question nationale qu'est le foncier rural.

En effet, les textes juridiques en vigueur dont la loi sur la Réforme agraire et foncière (RAF) se sont montrés inefficaces et inadaptés aux réalités du terrain, entraînant aujourd'hui, une situation de crise foncière rurale, dont les couches vulnérables sont toujours perdantes. C'est pourquoi, dans la perspective d'une Politique nationale sur le foncier en milieu rural (PNSFMR), un document introductif a été soumis à l'appréciation des participants.

Ce document a été présenté par le directeur du GRAF (Groupe de recherche et d'action sur le foncier), Daniel Thiéba. A travers ce document, M. Thiéba a fait une analyse de la situation foncière du pays. Cette situation foncière est marquée par la précarisation des droits fonciers des exploitants ruraux, l'émergence de nouvelles pratiques telles que les transactions, la résurgence et l'aggravation des conflits fonciers.

A cela, s'ajoutent la dégradation accélérée des ressources naturelles, la mauvaise gestion des infrastructures. C'est donc fort de ce diagnostic, qu'il a été retenu quelques orientations majeures dont la politique nationale de sécurisation foncière devrait tenir compte. Entre autres orientations, la reconnaissance et la protection des droits légitimes de l'ensemble des acteurs ruraux, la clarification du cadre institutionnel de gestion des conflits au niveau local, la prise en compte des intérêts des groupes vulnérables (femmes, jeunes) et l'implication des communes. D'une manière générale, les participants ont approuvé les différentes orientations retenues dans le projet de Politique nationale sur le foncier en milieu rural (PNSFMR).

Toutefois, ils ont fait quelques propositions allant dans le sens d'une meilleure appropriation du processus d'élaboration de la PNSFMR. Ils ont suggéré l'organisation d'une large campagne d'information d'envergure nationale de façon à permettre des échanges entre l'ensemble des acteurs.

Ils ont en outre, recommandé la mise en œuvre effective et diligente du PNSFMR, l'accélération de l'obtention de titres de propriété permettant une garantie et un meilleur accès au crédit.

En vue de favoriser la mise en œuvre du PNSFMR dans un délai assez bref, un forum national y sera consacré dès avril 2006.

Fatouma Sophie OUATTARA
Sidwaya